

Jeudi 27 février 2025

Réunion du comité opérationnel de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la haine anti-LGBT+ et les discriminations CORAHD – Mardi 25 février 2025 au camp des Milles -

Mardi 25 février 2025 s'est réuni au Camp des Milles - lieu et symbole départemental de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme - le **comité opérationnel de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la haine anti-LGBT+ et les discriminations liées à l'origine (CORAHD)** co-présidé par Isabelle Epailard, préfète déléguée pour l'égalité des chances et Pierre-Edouard Colliex, préfet de police des Bouches-du-Rhône, en présence d'Élise Fajgeles, secrétaire générale de la Dilcrah, et d'Alain Chouraqui, président de la Fondation du Camp des Milles-Mémoire et Éducation.

Les 20 associations financées en 2024 dans le cadre de l'appel à projet Dilcrah des Bouches-du-Rhône ont pu, à cette occasion, présenter les actions menées dans le département. En 2025, de nouveaux projets seront financés sur la base de l'appel à projet Dilcrah 2025 qui est en cours d'instruction. Il permettra de soutenir des projets de lutte contre les discriminations en veillant à un maillage territorial sur le département. L'enveloppe financière qui y est consacrée est en augmentation en 2025. Un plan départemental de lutte contre les discriminations est par ailleurs en cours d'élaboration. Les travaux du groupe de travail de référents des administrations de l'État se poursuivent en vue d'une adoption du plan à la fin du 1^{er} semestre 2025.

Aussi, comme en 2024, la coordination et la complémentarité des actions de chacun des services de l'État et des collectivités permettra de s'assurer de l'efficacité et la réussite des actions menées en 2025.

UNE MOBILISATION DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DE TOUT LES PARTENAIRES

Etaient présents hier : le vice-procureur d'Aix-en-Provence, la référente discriminations du procureur de Marseille, le recteur de l'académie d'Aix-Marseille, le directeur interdépartemental de la police nationale, les représentants du groupement de gendarmerie départemental, la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités et Laurence Hudry, chef de pôle régional Paca Corse du défenseur des droits, Theo Challande, adjoint au maire de Marseille en charge de la démocratie locale, de la lutte contre les discriminations, de la promotion des budgets participatifs et du service civique, Marie Batoux adjointe au maire de Marseille en charge des mobilités et de l'éducation populaire ainsi que les représentants des services de discriminations de la métropole, du département et de la ville de Marseille.